

Pays : Montenegro-Macédoine du Nord

Commission : Sommet UE – OTAN

Problématique : Comment l'Union européenne peut-elle renforcer sa capacité de défense autonome sans compromettre la solidarité transatlantique ?

Le Monténégro est une république parlementaire qui a déclaré son indépendance de la Communauté d'Etats de Serbie-et-Monténégro en 2006. Le président, Jakov Milatović (élu en 2023), incarne un virage pro-européen et libéral. Le pays est membre de l'OTAN mais n'est pas encore incorporé à l'union européenne même s'il utilise l'euro comme monnaie légale. Il s'agit d'un candidat très avancé dans le processus. Le Monténégro partage ses frontières avec plusieurs pays dont la Serbie, le Kosovo, l'Albanie et la Croatie. Par ailleurs la macédoine du Nord est également membre de l'OTAN mais aussi un candidat pour l'Europe avec des négociations ouvertes, mais presque totalement à l'arrêt du au blocage de la Bulgarie sur des questions d'identité. Il s'agit dans ce cas d'une démocratie parlementaire dirigé depuis juin 2024 par une coalition de droite nationaliste. Situer proche du Montenegro il partage ses frontières avec l'Albanie, la Bulgarie, la Serbie, le Kosovo mais aussi des pays européens comme la Grèce.

Ces nouvelles mesures pour renforcer les capacités de défense impacte non seulement les pays membres de l'union européenne mais aussi les candidats et membres de l'OTAN (dont le Monténégro et la Macédoine du Nord). Cette commission vise à réduire la dépendance de l'Europe à l'OTAN, mais plus spécifiquement aux Etats Unis qui représente 70 % des capacités militaires de celle-ci. Ce problème est devenu encore plus visible avec les déclarations que le président Trump veut imposer à l'Europe. Il voudra que chaque pays consacre 5% de leur PIB a la défense et menace d'éliminer la position déjà existante. Ceci montre une forte méfiance des capacités autonomes de défense de UE mais aussi une remise en question du budget attribué à l'action militaires. Également le conflit entre la Russie et l'Ukraine, situé proche de l'UE montre aussi cette nécessité. Ce problème est donc en complète relation avec le Monténégro et la macédoine du nord qui sont membres de l'OTAN (bénéficie de la protection des US mais aussi de multiples autre pays) mais aussi qui aspire à devenir membres de l'union européen. Ces pays seront donc contraints d'adopter de nouvelles règles et mesures pour maintenir leur position de candidat.

Le Monténégro et la macédoine du nord se positionne en faveur du renforcement de la capacités d'autodéfense de l'Europe mais avec des limites. Membres de l'OTAN depuis 2017 et 2020 respectivement, il respecte les engagements internationaux établis par le Traité de l'Atlantique Nord signé à Washington le 4 avril 1949. Ils ont donc le désir de développer l'aspect militaire de l'Europe mais en maintenant le respect de cet engagement. L'adhésion à l'OTAN a démontré leur attachement à la solidarité transatlantique. Cependant leur désir de rejoindre l'union européenne et leur statuts actuel de candidats montre qu'ils acceptent et sont favorable a des mesures comme la Coopération structurée permanente (PESCO). Ces 2 pays défendent donc une position militaire européen qui ne serai pas là pour surpasser l'OTAN mais plutôt pour la complimenter. Il son contre l'idée de crée une alternative à l'OTAN et plus spécifiquement a la protection des états unis.

Le Monténégro et la Macédoine du Nord, en tant que pays candidats, participent activement aux opérations de gestion de crise et de sécurité de l'UE. Ceci est incluse dans le cadre de la PSDC (Politique de Sécurité et de Défense Commune). Leur participation peut être vu dans des opération comme l'opération EUFOR Althea ou la Mission EULEX Kosovo. Ceci prouve les capacités militaires de ces 2 pays. Plus particulièrement, la Macédoine du Nord a adopté une nouvelle Stratégie de Défense visant à moderniser ses forces armées

selon les standards de l'OTAN et de l'UE. Pour l'avenir, ces états proposent la création d'un projet concret visant à intégrer les pays candidats (comme le Monténégro...) aux systèmes de réponse rapide de l'UE face aux menaces hybrides et aux cyberattaques. Ces domaines rejoignent la collaboration interne de l'UE et les intérêts transatlantique.

En conclusion, le Monténégro et la Macédoine du Nord affirme leur conviction que le renforcement des capacités de la défense plus autonome est une nécessité, mais seulement si elle agit comme un multiplicateur de la force pour l'Alliance atlantique (OTAN) et non comme un concurrent. Les pays, membres de l'OTAN et de candidats à l'Union européenne, se montre également comme des partenaires stratégiques pour assurer la sécurité sur le flanc sud-est de l'Europe en vue des nouvelles guerres. Tous deux adoptent une ligne europhile, considérant l'intégration européenne comme une priorité, mais tout en restant attachés au cadre de sécurité offert par l'OTAN.